



Chers collègues directeurs d'unité,

Vous avez sollicité une réaction de notre part à votre lettre ouverte « Quel rôle et quels moyens pour les Unités de Recherche au sein de la COMUE UGA (CUGA) ? » dans le cadre des prochaines élections aux conseils centraux de l'UGA et de la COMUE. De notre point de vue, il va de soi qu'une telle prise de position ne peut concerner notre seule tête de liste pour le CAC de la COMUE collège A, mais bien tous nos candidats aux différents conseils centraux de la COMUE et de l'UGA.

Le cœur de notre réponse est énoncé dans notre profession de foi pour l'UGA :

« - favoriser les collaborations plutôt que les mises en concurrence, les financements récurrents plutôt que les appels à projet, les droits systématiques plutôt que les attributions sélectives... »

(Disponible sur le site www.fsu-univ-grenoble.fr : voir le billet « Élections UGA, COMUE et INP » puis ouvrir la pièce jointe « Profession de foi des candidats FSU pour les conseils de l'UGA ».)

Nous estimons en effet que le recours de plus en plus généralisé à des appels d'offre pour financer tous nos projets de recherche, y compris ceux ne nécessitant que quelques milliers d'euros, est contre-productif et néfaste car, pour tous nos collègues, il est cause de démotivation, de perte de temps et d'énergie. Les personnels de nos laboratoires ou composantes ont été recrutés avec un haut niveau de compétence pour mener à bien et piloter des missions de recherche et de formation. Le minimum, d'après nous, consiste à leur donner les moyens de remplir ces missions. Seuls les projets les plus coûteux et ceux relevant de décisions de politique scientifique générale, devraient par conséquent faire l'objet d'appels d'offre, qui seraient centralisés par la COMUE ou par l'UGA.

Votre lettre mentionne à deux reprises les personnels contractuels, dont vous estimez qu'ils sont « indispensables à la vie de (vos) unité(s) ». Nous partageons entièrement cette analyse !

L'insuffisance délibérée des dotations en ITA/IATS a pour effet, comme vous le soulignez, d'assécher les finances des laboratoires, elle entraîne aussi la création d'une cohorte de personnels précaires au sein de nos universités, dont la situation devrait être une honte pour tous. Nous pensons que la pérennisation de ces emplois est une des conditions de réussite de toute politique scientifique solide et ambitieuse. Cette pérennisation demande donc une politique de déprécarisation volontaire, conduite à l'échelle de l'UGA puisque les unités de recherche ne sont pas, seules, en capacité de la mener à bien.

Nous sommes également très attachés à l'indépendance de nos collègues, en matière pédagogique et de recherche, indépendance qui nous semble essentielle pour que leurs travaux, souvent d'une grande complexité, soient menés de manière efficace et novatrice et soient donc source de nouveaux savoirs et de nouvelles compétences.

Il s'ensuit que nous sommes favorables à ce qu'une fraction plus importante des moyens de la recherche du site aille vers ses structures de base, celles qui sont les plus proches des enseignants-chercheurs et des chercheurs. Les laboratoires pourraient bien sûr être ces structures-là, mais il faut aussi pour cela qu'ils s'engagent en ce domaine à pratiquer une transparence sans faille, assurant que

ces moyens sont répartis équitablement entre leurs différents personnels. Si nous obtenons une augmentation substantielle des crédits récurrents de recherche, nous demanderons que les comptes-rendus des conseils de laboratoire consacrés à ces débats budgétaires (et non pas seulement leurs relevés de conclusions) soient communiqués aux conseils académiques des universités tutelles.

Au-delà, pour nous, ces réflexions s'inscrivent inévitablement dans le cadre d'une mobilisation forte afin d'exiger de notre tutelle étatique qu'elle dote la recherche publique à un niveau correspondant aux ambitions d'un pays tel que le nôtre. Au sein de l'organisation nationale qui soutient nos listes, nous luttons tous les jours en ce sens ; un soutien plus affirmé des instances locales à ce combat constituerait une aide significative. Nous sommes bien conscients que la situation est destinée à ne s'améliorer que marginalement, voire à se dégrader encore, si nous continuons à être, tous, contraints de « gérer la pénurie » tandis que des milliards sont détournés du financement de la recherche, par exemple via le crédit impôt-recherche dont il est maintenant solidement établi et de notoriété publique qu'il est, pour l'essentiel, utilisé comme un moyen d'optimisation fiscale par de nombreuses grandes entreprises.

Les candidat.e.s aux conseils centraux
de l'UGA et de la COMUE
sur les listes soutenues par la FSU